

Le 14 janvier 2013

## **Concerne : votre vote sur le règlement 1528/2007**

Chers membres de la Commission INTA,

En septembre 2012, le Parlement européen a voté contre la proposition de la Commission européenne visant à supprimer l'accès préférentiel au marché pour les pays qui n'auraient pas, avant janvier 2014, ratifié ou entrepris les premiers pas en vue de mettre en œuvre leurs accords de partenariat économique.

Le règlement d'accès au marché 1528 garantit un accès libre de charges et sans limites au marché européen pour les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) qui ont initié un Accord de Partenariat Economique Intérimaire (APEi)

Nous craignons que cette menace de supprimer l'accès préférentiel au marché ne pousse les pays ACP à ratifier leurs APEi sans considération pour le fait qu'ils les considèrent bénéfiques ou non. Ceux-ci comprennent de nombreux points de contentieux qui doivent être pris en compte pour que les pays ACP puissent espérer construire des économies résistantes, se développer et combattre la pauvreté. Le Conseil des Ministres ACP a d'ailleurs rejeté cette proposition et reconfirmé son engagement à poursuivre les négociations pour obtenir des résultats favorables au développement.

Nous vous demandons de soutenir un vote du Parlement défavorable à la proposition de la Commission car

- Le délai du 1er janvier 2014 est complètement irréaliste.
- Les APEi n'ont pas été amendés, intègrent toujours de nombreux sujets en contentieux et ne devraient pas être ratifiés. Les APE dans leur forme actuelle mettent en péril l'avenir du développement.
- Les régions ACP sont toujours en train de négocier en vue de remplacer les APEi par des APE régionaux qui reflèteraient mieux leurs besoins et priorités en matière de développement. Néanmoins, de nombreux thèmes en contentieux n'ont pu encore être rencontrés et dans certains cas, la situation a même empiré. En plus, de nouveaux sujets, sans relations avec les besoins en développement des régions concernées, ont été mis sur la table par la Commission.
- Il n'y a pas de motif légal rendant nécessaires les amendements au MAR 1528 proposés par la Commission avant la conclusion des négociations APE.

Nous vous demandons de réaffirmer la position adoptée par le Parlement en première lecture, de rejeter les propositions de la Commission et la position du Conseil, et d'appeler la Commission à prendre en compte les préoccupations des ACP

Les organisations sous-signataires,

ACP Civil Society Forum

ACAT, République Centrafricaine

Action Développement et Intégration Régionale (ADIR), Burundi

Africa Contact, Denmark

Africa-Europe Faith and Justice Network (AEFJN)  
African Trade Network Secretariat  
Afrikagrupperna, Sweden  
Aitec, France  
ANSA Africa  
APDMR, République Centrafricaine  
APRODEV  
Association de Soutien à l'Autopromotion Sanitaire et Urbaine (ASAPSU), Côte d'Ivoire  
Both ENDS, Netherlands  
Brot für die Welt, Germany  
Building Eastern Africa Community Network (BEACON), Nairobi  
Centre africain pour le commerce, l'intégration et le développement (enda CACID), Sénégal  
Centre d'Information et de Liaison des ONG (CILONG), Tchad  
Centre du Commerce international pour le Développement (CECIDE), République de Guinée  
Centre National d'Appui au Développement et à la Participation Populaire (CENADEP), RDC  
Centre National de Coopération au Développement (CNCD)-11.11.11, Belgique  
Coalition of the Flemish North-South Movement-11.11.11, Belgium  
Concord Denmark  
Conseil de Concertation des Organisations d'Appui aux Initiatives de Base (CCOAIB), Rwanda  
Conseil des ONG d'appui au développement (CONGAD), Sénégal  
Conseil National des Organisations non-Gouvernementales de Développement (CNONGD), RDC  
Convention de la Société civile Ivoirienne  
Dynamique des OSC d'Afrique Francophone (OSCAF), Bénin  
Enda Tiers Monde, Dakar, Sénégal  
FairWatch, Italy  
Forum Syd, Sweden  
Groupe d'Action de Paix et de Formation pour la Transformation (GAPAFOT), République Centrafricaine  
Groupe d'Action et de Recherche en Environnement et Développement (GARED), Togo  
Groupe de Recherche et d'Action pour la Promotion de l'Agriculture et du Développement (GRAPAD), Bénin  
Kirchliche Arbeitsstelle Südliches Afrika (KASA), Germany  
Koordination Südliches Afrika e.V. (KOSA), Germany  
La Panafricaine pour l'Education au Développement durable  
Le Forum social sénégalais  
Les Jeudi de Cotonou, Cameroun  
L'Organisation des Jeunesses panafricanistes  
Misereor, Germany  
National Association of Nigerian Traders (NANTS), Nigeria  
Observatoire de l'Action Gouvernementale (OAG), Burundi  
Organisation pour Développement à la Base du Potential Humain (ONDPH), Niger  
OSCAF Côte d'Ivoire  
Oxfam Germany  
Oxfam Solidarity, Belgium  
Plate-forme des Acteurs de la Société Civile du Bénin (PASCiB), Bénin  
Plate-forme de la Société Civile du Rwanda -Rwanda Civil Society Platform (RCSP)  
Plate-forme des Acteurs non étatiques pour le suivi de l'Accord de Cotonou, Sénégal  
Plate-forme des organisations de la société civile de l'Afrique de l'Ouest sur l'Accord de Cotonou (POSCAO)  
Plate-forme Haïtienne de Plaidoyer pour un Développement Alternatif (PAPDA), Haïti  
Coordination Nationale de la Plate Forme de la Société Civile pour la Protection Sociale (ProtecSo), Niger

Réseau de Promotion de la démocratie et des droits économiques et sociaux (PRODDES), RDC  
Réseau des Plates-formes Nationales d'ONG de l'Afrique Centrale (REPONGAC)  
Réseau des plates-formes d'ONG d'Afrique de l'Ouest et du Centre (REPAOC)  
Réseau nigérien des ONG de Développement et Associations de Défense des Droits de l'Homme et de la  
Démocratie (RODADDHD), Niger  
Regroupement des ONG du Secteur de la Santé (ROASSN), Niger  
SHINE au Burundi  
Solidarité Socialiste, Belgique  
SOS Faim, Belgique  
Southern and East African Trade Institute (SEATINI), South Africa  
Third World Network Africa  
Trade Justice Movement (TJM), UK  
Traidcraft Exchange, UK  
Welthaus Bielefeld e.V., Germany